

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



54230



Distr.
LIMITEE

E/CN.14/POP/2
28 mars 1969

Original: FRANCAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Cycle d'études sur l'application des
données et de l'analyse démographiques
à la planification du développement
Addis-Abéba, 2 - 9 juin 1969

LES DONNEES DEMOGRAPHIQUES DISPONIBLES EN AFRIQUE ET LES BESOINS DE LA
PLANIFICATION

Les données démographiques disponibles en Afrique et les besoins de la planification

1. Généralités

Les statistiques démographiques fournissent la base du calcul des besoins actuels et futurs de la population. Elles s'avèrent indispensables pour les projections des consommations en biens et services. La planification dans le domaine de l'éducation et de la santé exige des données telles que la distribution par âge de la population et les taux de natalité et de mortalité. La fixation des objectifs de production requiert le plus souvent la connaissance du volume de la main-d'oeuvre et de sa structure professionnelle.

L'exécution du plan lui-même implique l'établissement de divers critères de contrôle parmi lesquels les indicateurs démographiques.

On conçoit donc, que la planification du développement requiert à côté des statistiques de production et d'échange, des données démographiques aussi détaillées que possible. Les besoins varient évidemment suivant le type de planification qui est pratiqué : là où les mouvements de la main-d'oeuvre sont régis par la loi du marché, les besoins ne sont pas les mêmes que dans une économie centralement planifiée où l'équilibre des besoins et ressources en main-d'oeuvre est assuré par le mécanisme administratif.

La pratique de la planification en Afrique a consisté généralement à définir des projets individuels et à chercher à les rendre compatibles de telle sorte que divers équilibres de base soient respectés (notamment l'équilibre du compte extérieur). Dans ce contexte on n'a guère utilisé de statistiques. Mais cette situation découle du sous-développement des économies africaines qui s'expriment ici par le faible contrôle des gouvernements sur les processus économiques et par le niveau très bas de la connaissance statistique.

C'est pourquoi les Nations Unies se sont attachées à définir un programme minimum en matière statistique, et on a établi une liste minimum

de séries statistiques nécessaires^{1/} (voir annexe) pour la planification. Dans ce cadre, la cinquième Conférence des statisticiens africains a étudié et approuvé une liste de tableaux statistiques à établir pour les recensements de 1970^{2/}.

On va, dans la suite, étudier quelle est la situation dans la région en ce qui concerne ces séries et quels sont les domaines où des améliorations doivent être apportées.

2. Les données disponibles

a) Les sources

Les statistiques démographiques proviennent des recensements de la population et de l'état-civil qui assure l'enregistrement continu des naissances et des décès. En Afrique, le système de l'état-civil est loin d'être bien établi et ne constitue donc pas une source importante de renseignements. A l'exception des populations non africaines de l'Afrique australe, et de quelques îles où les faibles dimensions du territoire permettent un enregistrement facile, l'état-civil ne fonctionne de manière satisfaisante que dans certaines grandes villes. D'après l'annuaire démographique des Nations Unies pour 1967, la population couverte par un enregistrement complet des naissances est de l'ordre de 3,5 pour 100 de la population totale du continent africain. Des progrès importants ont été cependant accomplis dans la dernière décennie, et il semble que dans certains cas, notamment en Tunisie, on approche rapidement le niveau de l'enregistrement complet. Mais dans l'ensemble, on doit se résigner au rythme inévitablement lent des progrès en ce domaine où le niveau d'éducation de la population joue un rôle décisif.

^{1/} "Séries statistiques pouvant servir aux pays peu développés dans leur programme de développement économique et social" 59-XVII-10.

^{2/} "Recommandations africaines concernant les recensements de population prévus pour 1970". (E/CN.14/CAS.6/1).

La situation est de beaucoup meilleure en ce qui concerne les recensements. Nombreux sont les pays africains qui ont pris conscience de l'intérêt des recensements et qui ont commencé à en réaliser. Certains pays ont procédé à des enquêtes par sondage dont le coût est moindre que celui des recensements exhaustifs. Pour résumer la situation on a classé les pays en différents groupes suivant l'existence de recensements ou d'enquêtes similaires durant la période 1945-1965, soit donc :

- 1) en catégorie A, les pays effectuant des recensements réguliers : ceux qui ont procédé à au moins deux recensements exhaustifs de 1945 à 1965;
- 2) En catégorie B, les pays n'ayant eu qu'un seul recensement : ceux pour lesquels il n'existe qu'un seul recensement exhaustif ou une seule enquête, par sondage, nationale pour la période 1945-1965;
- 3) En catégorie C, le pays n'ayant effectué que des recensements incomplets : ceux pour lesquels il n'existe que des recensements partiels ou enquêtes, par sondage, partielles, soit une série d'enquêtes ou de recensements couvrant tout le pays mais ayant duré plus d'une année.
- 4) En catégorie D, le pays à recensement dit "administratif" : il s'agit d'opérations où le dénombrement est réalisé suivant des méthodes non orthodoxes (rassemblement des recensés, interrogation des seuls chefs de village, de familles, etc.).
- 5) En catégorie E, les autres pays.

Sur cette base, les pays se répartissent de la manière indiquée au tableau 1 ci-dessous :

Tableau 1 - Pays suivant la situation des recensements et la
sous-région^{a/}

Caté- gorie	Nord	Ouest	Centre	Est	Autres	Ensemble
A	7 (19,7)	5 (21,0)	1 (0,0)	8 (10,9)	7 (10,3)	28 (61,9)
B	2 (4,3)	10 (8,0)	5 (2,7)	3 (3,2)	1 (1,4)	21 (19,6)
C	0	2 (2,3)	3 (7,0)	1 (7,2)	0	6 (16,5)
D	0	0	1 (1,0)	0	0	1 (1,0)
E	0	0	0	2 (0,8)	0	2 (0,8)
Ensem- ble	9 (24,3)	17 (31,3)	10 (10,7)	14 (22,1)	8 (11,7)	58 (100,0)

a/ Entre parenthèses les populations en % du total.

On constate que la moitié seulement des pays procèdent à des recensements réguliers, la situation à cet égard étant excellente en Afrique du nord et en Afrique australe (autres). La population couverte en catégorie A représente 61 pour 100 de la population totale. En Afrique de l'ouest et du centre, les pays ont surtout eu recours au sondage et la pratique du recensement n'est pas encore bien établie.

Les données recueillies couvrent un large domaine, mais le dépouillement et la publication des résultats n'ont pas toujours été aussi complets qu'il eut été nécessaire. Ceci s'inscrit dans le contexte général d'utilisation limitée des statistiques par les organismes de planification. Aussi dans la suite, le terme de données disponibles s'entendra dans le sens de donnée effectivement publiée et disponible pour les utilisateurs.

Peu de pays ont fait des évaluations systématiques de la qualité de leurs données démographiques. Ceci serait pourtant nécessaire puisque l'utilisation de données douteuses peut conduire à des erreurs et donc à des coûts supplémentaires.

b) Analyse critique des données

1) Effectif et distribution géographique de la population

On a indiqué plus haut que 61 pour 100 seulement de la population de l'Afrique est couverte par des recensements réguliers. On a peu de données sur la confiance qu'il faut accorder à ces recensements, les recherches sur les erreurs commises n'étant guère avancées. Là où on a fait des enquêtes par sondage, il semble que les erreurs aléatoires dues au sondage ne représentent qu'un faible pourcentage de l'erreur totale, l'erreur de sondage ne dépassant guère 5 pour 100 (Soudan). Les erreurs systématiques commises dans le dénombrement sont autrement plus importantes. C'est ainsi qu'en Côte d'Ivoire, au cours de l'enquête 1957-1958, on a obtenu des chiffres extrêmement divergents entre l'effectif des résidents absents et celui des visiteurs, qui s'établissent respectivement à 201.000 et 58.000^{1/}. Ce type d'erreur intervient aussi bien dans les enquêtes par sondage que dans les recensements et on ne doit pas négliger dans le plan de l'enquête de prévoir les observations permettant de la mesurer.

L'inconvénient du sondage réside le plus souvent dans l'impossibilité d'obtenir avec une précision raisonnable une estimation de la population pour chaque circonscription administrative. Dans certains cas, comme au Congo (B) les principales villes du pays n'ont pas été incluses dans l'enquête, ce qui présente des inconvénients assez graves.

Sur 50 pays africains, 29 seulement disposent d'une répartition de la population totale en population urbaine et rurale. Dans les autres cas, on n'a de données que pour la population africaine ou pour des régions du pays.

^{1/} Supplément trimestriel du Bulletin mensuel de statistique, 8e année, 1er trimestre.

Les migrations intérieures constituent un facteur de plus en plus important, avec l'urbanisation croissante qu'elles entraînent. Peu de pays africains sont en mesure de chiffrer l'ampleur et la direction de ces migrations sauf là où on dispose d'une série de recensements de bonne qualité. Il est à noter enfin que souvent, la population européenne n'est pas recensée, notamment dans les pays qui ont eu recours à des enquêtes par sondage. Ceci est à juger en regard de l'importance économique et sociale de la population européenne dans les pays africains, où elle contrôle directement ou par le canal des entreprises une fraction importante du produit intérieur.

2) Structure par âge et sexe

Une série d'activités sociales dépendent de l'âge, aussi est-il primordial de disposer de la distribution par âge de la population. Une répartition par groupes d'âges quinquennaux au moins jusqu'à 60 ans semble être un minimum. A cet égard, les pays peuvent être classés en 5 catégories :

A. Pays pour lesquels il existe une telle distribution pour tout le territoire et tous les groupes ethniques pour une année donnée;

B. Pays pour lesquels la distribution n'existe que pour la population africaine;

C. Pays à statistiques incomplètes (ne couvrant pas l'ensemble du territoire);

D. Pays ayant adopté des classifications par âge non orthodoxes;

E. Autres cas.

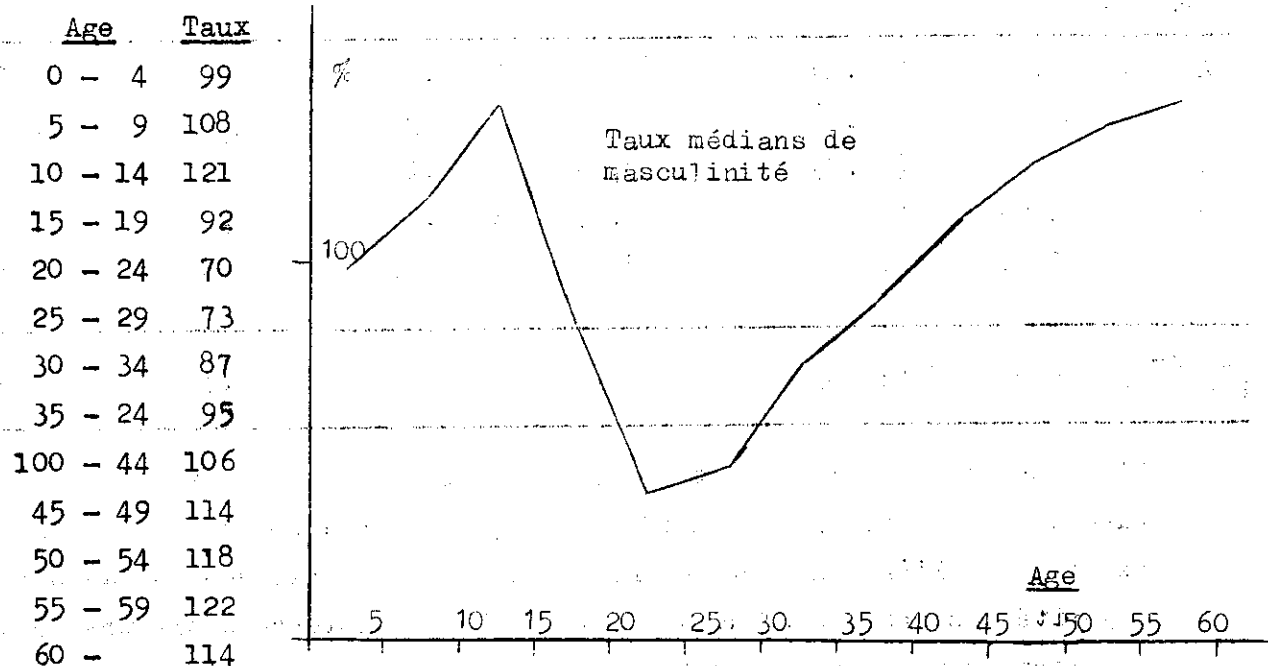
Tableau 2 - Disponibilités des statistiques sur l'âge par sous-région

Caté- gorie	Nord	Ouest	Centre	Est	Autres	Ensemble
A	4 (19,1)	7 (23,2)	1 (0,1)	7 (9,5)	6 (10,0)	25 (61,9)
B	0	4 (3,9)	1 (1,0)	1 (1,9)	0	6 (6,8)
C	0	4 (4,2)	4 (3,4)	1 (7,2)	0	9 (14,8)
D	2 (4,9)	2 (0,2)	2 (5,1)	4 (2,6)	1 (1,4)	11 (14,2)
E	3 (0,0)	0	2 (1,0)	2 (0,8)	1 (0,3)	8 (2,1)
Ensem- ble	9 (24,0)	17 (31,5)	10 (10,6)	15 (22,0)	8 (11,7)	59 (100)

L'examen des critères adoptés par les pays classés en catégorie D (une dizaine) éclaire les difficultés qu'il y a à obtenir des données exactes sur l'âge en Afrique. Les distributions obtenues ont dans la majorité des cas une structure qui révèle l'existence d'erreurs très importantes dans la déclaration des âges. Alors qu'en l'absence de bouleversements démographiques, les effectifs des groupes d'âge successifs devraient décroître à peu près régulièrement, on obtient des variations importantes et l'on observe souvent un déficit assez marqué entre 10 et 30 ans.

La variation des taux de masculinité par âge montre d'une manière frappante l'existence d'erreurs systématiques. On obtient généralement une courbe croissante jusqu'à 10 - 15, puis décroissante jusqu'à 20 - 25, puis encore croissante, alors que les taux devraient décroître lentement d'après le modèle de la population stable. Il est frappant de constater que la courbe est pratiquement la même pour de nombreux pays, ce qui renforce l'opinion d'une même structure par âge dans de larges régions. On donne ci-dessous la courbe médiane obtenue à partir des données disponibles pour onze pays de l'Afrique de l'Ouest.

Tableau 3 - Taux médians de masculinité en Afrique de l'ouest



Les erreurs proviennent de l'ignorance où sont les populations africaines de l'âge exact bien que la séniorité joue un rôle important dans la société. C'est pourquoi certains pays ont renoncé à une évaluation exacte et se sont contentés de classer les individus en pubères et impubères comme cela a été le cas au Soudan en 1955-1956. Aussi est-il illusoire dans la plupart des cas d'espérer obtenir une distribution utilisable par année d'âge, bien qu'une telle donnée présente un intérêt certain.

L'ajustement des données brutes obtenues dans les recensements est donc nécessaire. Diverses méthodes ont été mises au point, notamment par Brass, mais le personnel en mesure d'assurer ce travail est rare, bien qu'il ne faille pas négliger la contribution apportée par des organismes comme l'INSEE et l'INED en relation avec les enquêtes dans les pays francophones.

3. Activité économique de la population

Pour déterminer les ressources en main-d'oeuvre, mesurer la demande d'emploi et les besoins de formation, des données sur le volume de la population active et sa répartition entre les diverses activités collectives et professions sont nécessaires.

Si on prend comme indicateur de la disponibilité de ces statistiques, l'existence d'une répartition de la population totale en actifs et non actifs suivant le sexe, on a la situation suivante :

Tableau 4 - Disponibilité des données sur la population active
par sous-région

Caté- gorie	Nord	Ouest	Centre	Est	Autres	Ensemble
A	6 (32,9)	6 (6,1)	1 (0,1)	3 (0,6)	5 (11,5)	21 (51,2)
B	0	3 (3,3)	2 (7,0)	1 (2,7)	2 (2,3)	8 (15,3)
C	0	2 (3,2)	4 (4,7)	3 (15,6)	0	9 (23,5)
D	0	2 (0,6)	1 (1,4)	5 (8,0)	0	8 (10,0)
Ensem- ble	6 (32,9)	13 (13,2)	8 (13,2)	12 (25,7)	7 (13,8)	46 (100)

En catégorie A, sont classés les pays pour lesquels on connaît le volume de la population active totale suivant le sexe pour une année donnée.

En catégorie B, ceux pour lesquels cette donnée n'existe que pour les Africains.

En catégorie C, ceux pour lesquels les données ne sont complètes ni géographiquement, ni ethniquement.

En catégorie D, les pays qui n'ont pas de données.

Les pays classés sont uniquement ceux pour lesquels on a des informations permettant le classement.

Les statistiques de la population active présentent des problèmes particuliers en Afrique du fait que les méthodes et les concepts qui sont utilisés ne s'appliquent qu'avec difficulté à des économies où le secteur non monétaire est encore très important. Dans la société traditionnelle africaine, la division du travail est beaucoup moins avancée que dans les sociétés industrielles, un même individu pouvant exercer des activités qui, dans le contexte moderne, sont associées à des professions différentes. Là où l'influence de l'Islam est profonde comme en Afrique du nord, il semble qu'il y ait des difficultés spéciales à déterminer si les femmes ont une activité économique. C'est ainsi que suivant le recensement algérien de 1966, le taux d'activité des femmes ne serait que 1,7 pour 100. On a un chiffre similaire en Lybie, où le recensement de 1964 fournit un taux d'activité de 3 pour 100 pour les femmes. Ces résultats semblent difficiles à admettre, et en tout cas ils montrent le caractère complexe du problème.

Si on examine les rapports des différents recensements et enquêtes en Afrique on est frappé par la quasi unanimité des statisticiens et démographes, sur l'inadéquation des normes internationales en matière de statistiques de la population active. Par exemple, le problème de l'âge minimum de l'activité a reçu des solutions très variées : 6 ans en Lybie et en Algérie, 10 ans en Ethiopie, au cours des enquêtes du National Sample Survey, etc.

Dans certains cas comme en Zambie ou en Rhodésie, on s'est borné à relever l'activité des hommes adultes, en se fondant sur la très faible participation des femmes africaines aux professions salariées. En Afrique de l'est, la plupart des recensements ont omis de poser des questions sur l'activité car les effectifs de la main-d'oeuvre salariée étaient bien connus par ailleurs et l'on considérait qu'ils étaient les seuls vraiment importants à connaître.

Il n'existe pas d'accord sur la notion même de population active et notamment sur le point de savoir si on doit y inclure ou non les chômeurs. Cela conduit parfois à classer ces derniers parmi les

"inactifs", "sans travail" ou "sans profession". Lorsqu'on sait que le chômage urbain devient de jour en jour un problème social de plus en plus pressant, on conçoit que cette procédure est erronée puisqu'elle ne permet pas de saisir complètement ce phénomène.

Dans un certain nombre de pays, on ne dispose pas de données sur l'activité économique de la population européenne. Ceci est une lacune grave car cette population représente souvent l'écrasante majorité dans les professions hautement qualifiées et fournit la plupart des cadres dirigeants des entreprises. Dans une certaine mesure, pour certaines professions, les effectifs de cadres expatriés fournissent une première approximation des besoins en personnel local.

4. Fécondité et mortalité

Les taux de mortalité et de natalité permettent de connaître le taux de croissance de la population qui est pour le planificateur le taux minimum de croissance désiré pour l'économie.

Ces taux reflètent directement le niveau sanitaire de la population. En l'absence d'un système efficace d'état-civil, les pays africains ont dû recourir à des méthodes spéciales pour obtenir des renseignements. Dans la plupart des cas on a eu recours à des enquêtes par sondage où les femmes sont interrogées sur les naissances ayant survenu dans le passé, sur le nombre de leurs enfants survivants, etc.

En ce qui concerne le taux de natalité, la population couverte par l'état-civil serait de 3 pour 100, celles par des enquêtes par sondage de 36 pour 100. Le reste se divisant en 24 pour 100 pour laquelle on a des estimations fondées sur la méthode de l'inverse du taux de survie et en 22 pour 100 pour laquelle on a des estimations d'autres origines.

Pour la mortalité, la situation se présente comme suit :

Tableau 5 - Pays suivant l'origine de l'information sur le taux
de mortalité

Caté- gorie	Nord	Ouest	Centre	Est	Autres	Ensemble
A ^{1/}	2 (0,1)	2 (0,1)	2 (0,1)	4 (0,6)	0	10 (0,9)
B ^{2/}	2 (12,5)	10 (15,3)	8 (15,2)	4 (12,4)	4 (10,9)	28 (66,3)
C ^{3/}	3 (21,6)	2 (0,6)	0	2 (5,4)	2 (5,5)	9 (33,1)
Ensem- ble	7 (34,2)	14 (16,0)	10 (15,3)	10 (18,4)	6 (16,4)	47 (100)

Source : Demographic Handbook for Africa, ECA, mars 1968.

La population couverte par l'enregistrement complet n'est que de 2,5 pour 100, ceci compte tenu de la population non-bantoue de l'Afrique australe.

La connaissance de la natalité et de la mortalité doit cependant dépasser les taux bruts et s'étendre aux taux par âge qui permettent une vue plus exacte du régime démographique et qui sont à la base des projections démographiques.

Les erreurs sur l'âge des individus s'ajoutent aux erreurs de déclaration des décès et des naissances, pour diminuer substantiellement la valeur des informations disponibles. Aussi doit-on le plus souvent faire appel à différents modèles démographiques pour estimer les taux de fécondité et de mortalité par âge.

Les projections élaborées pour les pays africains sont dans la plupart des cas le fait d'organismes de recherche non-africains ou bien des Nations Unies. Cette circonstance ne diminue évidemment en rien leur valeur, mais permet d'attirer l'attention sur les travaux qui incombent aux institutions africaines en ce domaine.

1/ Enregistrement complet.

2/ Sondage.

3/ Autres cas.

4. Données supplémentaires nécessaires

1) Recensement de la population

A la base de toute amélioration du volume et de la qualité des statistiques démographiques, on trouve la nécessité d'effectuer régulièrement des recensements complets de la population et d'en améliorer la qualité. Etant donné les faibles moyens financiers des gouvernements et les difficultés de trouver le personnel en mesure d'entreprendre et de mener à bien les tâches complexes qu'exige un recensement moderne, il sera parfois judicieux de se borner à un recensement "léger" et de réserver les questions difficiles à un échantillon de la population. Mais cela ne dispense pas de faire le dénombrement des habitants, maison par maison, seul procédé permettant une connaissance exacte de la population. D'autre part, il est indiqué de ne pas ménager les efforts pour améliorer constamment la précision du comptage qui devra au besoin être suivi d'une enquête de contrôle (PES).^{1/}

Quoique le fonctionnement satisfaisant de l'état-civil sera long à obtenir, les efforts pour l'étendre et le perfectionner ne doivent pas être abandonnés pour autant. Il semble qu'il faille attendre beaucoup de certaines expériences en cours sur l'enregistrement continu des faits de l'état-civil réalisés notamment au Sénégal. D'autre part, les pays peuvent trouver des indications très utiles dans le "Programme Africain d'Amélioration de l'état-civil". (Publication des Nations Unies, No. de vente : 65-XVII-6).

2) Données supplémentaires

La nature des statistiques à recueillir semble désormais être bien connue. On peut se référer par exemple aux Recommandations faites par la cinquième Conférence des statisticiens africains au sujet des recensements prévus en 1970. Un programme très complet de statistiques a été arrêté dont la réalisation pourrait

^{1/}PES : Post-enumeration Survey (enquête post-censitaire)

apporter aux planificateurs une somme considérable d'informations. Il semble plus utile ici d'attirer l'attention sur des points particuliers :

- a) dénombrement complet de la population : les recensements ou enquêtes devraient autant que possible s'étendre à tous les groupes ethniques ou raciaux de la population afin d'en donner une image complète.
- b) Structure par âge : des efforts particuliers devraient être déployés pour améliorer l'enregistrement de l'âge. Des travaux intéressants ont déjà été réalisés en ce domaine, notamment au Kenya où l'on s'est rendu compte que l'on pouvait utiliser le classement des individus en classes d'initiation pour déterminer leur âge. Un programme coordonné de recherches sur la détermination de l'âge entre les différents pays africains pourrait semble-t-il apporter des résultats intéressants.
- c) Migrations intérieures : étant donné que ce sont les migrations vers les villes qui sont les plus importantes, il semble utile de recommander des recensements fréquents des agglomérations urbaines, par exemple tous les cinq ans ou même moins si c'est nécessaire. Dans le même ordre d'idées, on devrait travailler en vue de clarifier les notions en matière de population urbaine et d'arriver ainsi à des résultats comparables.
- d) Activité économique de la population : aucun recensement ne devrait négliger cette question. Ceci suppose évidemment que l'on élabore des concepts utilisables en milieu africain notamment en ce qui concerne les professions^{1/}. Des enquêtes spéciales sur l'utilisation de la main-d'oeuvre dans les

^{1/} Voir à ce propos "les Recommandations Africaines concernant les recensements prévus pour 1970" (E/CN.14/CAS.6/1).

Les zones urbaines, sur les temps de travail en zone rurale permettraient de progresser dans la connaissance de l'activité économique.

- e) Mouvement de la population : la recherche s'oriente actuellement vers la mise au point de méthodes permettant la connaissance de la fécondité et de la mortalité en pays africain. On expérimente des enquêtes à passages répétés où l'on recense la population à un an ou six mois d'intervalle. Ces efforts devraient être encouragés puisqu'ils permettront en l'absence d'état-civil de disposer des taux de variation démographique.

Les pays africains ne disposent pas actuellement d'un certain nombre d'études démographiques de base. En premier lieu, il manque souvent toute évaluation de la valeur d'ensemble des données obtenues à la suite des recensements.

Si des projections globales de la population existent parfois, on constate des lacunes en ce qui concerne les projections de la population urbaine et rurale, de la population active, et de la population scolarisable qui sont d'un usage immédiat pour le planificateur.

Il existe très peu de résultats en ce qui concerne les ménages dont les effectifs déterminent la demande de logements. D'autre part les statistiques sur les ménages interviennent dans les études sur la consommation, le ménage étant l'unité de consommation par excellence. Il serait donc indiqué que chaque pays mette au point et réalise un programme d'analyse des données démographiques afin de fournir la base des projections et d'éclairer le mécanisme de phénomènes tels que les migrations vers les villes.

5. Conclusion

Les progrès de la planification en Afrique dépendent dans une large mesure du volume et de la qualité des renseignements statistiques. Il appartient donc aux gouvernements d'attacher plus d'importance aux statistiques démographiques et d'y affecter des ressources suffisantes. Il semble d'autre part, qu'une collaboration plus étroite doit s'établir entre les bureaux de planification et les organismes chargés des questions démographiques de telle sorte que la collecte des données puisse se faire en tenant compte des besoins du développement.

LISTE DE SERIES STATISTIQUES POUVANT SERVIR AUX PAYS PEU DEVELOPPES
DANS LEURS PROGRAMMES DE DEVELOPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL

Séries ou tableaux statistiques	Fréquence	Aire géographique	Notes relatives aux sources de renseignements, etc.
I. Population			
A. Nombre d'habitants à une date déterminée, classés selon 1/:	Tous les dix ans	Ensemble du pays, en distinguant selon a) les régions urbaines et les régions rurales et b) si possible, les divisions territoriales principales	Les données seraient en général réunies au moyen d'un recensement de population. Il peut y avoir intérêt à opérer par sondage pour rassembler les données des séries A2, A3 et A4, ou même, dans certaines circonstances, pour l'ensemble des séries. La classification des ménages par catégorie pourrait comprendre la classification suivant la situation dans la profession du chef de ménage (travailleur indépendant, employeur ou salarié)
1. L'état matrimonial, le sexe et l'âge			
2. L'aptitude à lire et à écrire, le sexe et l'âge			
3. Le genre et le degré d'instruction			
4. Le groupe ethnique ou national, le sexe et l'âge		Ensemble du pays, en distinguant selon a) les régions urbaines et les régions rurales, b) les divisions territoriales principales et c) les villes principales	
5. La nature et la dimension du ménage			
6. Le sexe et l'âge			
B. Nombre de naissances vivantes survenues pendant l'année, classées selon 2/:	Tous les ans	Ensemble du pays en distinguant selon a) les régions urbaines et les régions rurales et b) si possible, les divisions administratives principales	La série serait établie en général d'après les registres de l'état-civil pour l'ensemble du territoire national. Cependant, si le système national de l'état-civil est défectueux - par exemple si les renseignements sont plus ou moins complets ou exacts - il peut être avantageux de procéder par sondages en utilisant les registres de certaines régions prises comme échantillons pour essayer d'améliorer le système d'enregistrement et en même temps de réunir des données utiles
1. Le sexe			
2. Le rang de naissance (naissances vivantes) et l'âge de la mère			

LISTE DE SERIES STATISTIQUES POUVANT SERVIR AUX PAYS PEU DEVELOPPES
DANS LEURS PROGRAMMES DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL
(suite)

E/CN.14/POP/2
Annexe
Page 2

Séries ou tableaux statistiques	Fréquence	Aire géographique	Notes relatives aux sources de renseignements, etc.
C. Nombre de décès survenus pendant l'année, classés selon le sexe, l'âge et la cause <u>2/</u>	Tous les ans	Ensemble du pays, en distinguant selon a) les régions urbaines et les régions rurales et b) si possible, les divisions administratives principales	
D. Nombre d'immigrants et d'émigrants pendant l'année, classés selon le sexe et l'âge <u>3/</u>	Tous les ans	Ensemble du pays	Cette série devrait être établie d'après les renseignements fournis par les services de l'immigration aux frontières ou par des autorités administratives du même ordre. Il peut aussi y avoir intérêt à classer les immigrants et les émigrants par pays d'origine et de destination, respectivement
E. Nombre d'habitants pendant une période déterminée	Tous les ans	Ensemble du pays	Cette série serait en général établie au moyen des données décennales et annuelles précédentes relatives à la population. S'il se produit des modifications importantes dans la répartition géographique de la population, il pourra également être nécessaire de procéder à des estimations du nombre total d'habitants dans certaines régions déterminées plus fréquemment que tous les dix ans. Ces estimations pourraient être effectuées

LISTE DE SERIES STATISTIQUES POUVANT SERVIR AUX PAYS PEU DEVELOPPES
DANS LEURS PROGRAMMES DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL
(suite)

Séries ou tableaux statistiques	Fréquence	Aire géographique	Notes relatives aux sources de renseignements, etc.
			à la fois d'après les données primaires utilisées lors de l'évaluation de la population dans son ensemble et les autres mesures des mouvements internes de population provenant de sources administratives, d'enquêtes par sondage, etc.
II. Main-d'oeuvre			
A. Population active (main-d'oeuvre) au cours d'une période déterminée, classée selon 1/:	Tous les dix ans	Ensemble du pays, en distinguant selon a) les régions urbaines et les régions rurales et b) si possible, les divisions territoriales principales	Ces données seraient généralement réunies au moyen d'un recensement de la population. Il y aura probablement avantage à utiliser la méthode des sondages pour le rassemblement de ces séries
1. Le sexe et l'âge			
2. Le sexe, la situation dans la profession et le type d'activité économique			
3. Le sexe, la situation dans la profession et la profession			
4. La situation du point de vue de l'emploi (personnes occupées ou chômeurs), le sexe, la situation dans la profession et le type d'activité économique			

- 1/ Pour la définition des données à recueillir et leur présentation en tableaux, l'emploi des sondages et une étude détaillée sur la valeur de ces données aux fins des programmes de développement, voir : Principes et recommandations pour les recensements nationaux de population, Etudes statistiques, Série M, No 27, Bureau de statistique des Nations Unies, New York, 1958 et Handbook of Population Census Methods, Volumes I et II, Bureau de statistique des Nations Unies, 1958, et Volume III en préparation.
- 2/ Pour la définition, les méthodes de rassemblement des données à recueillir, leur classement et leur emploi, voir : Principes directeurs d'un système de statistiques de l'état-civil, Etudes statistiques, Série No 19, août 1953 et Manuel de statistique de l'état-civil, Etudes méthodologiques, Série F, No 7, avril 1955; Bureau de statistique des Nations Unies, New York.
- 3/ Pour la définition des données à recueillir et leur présentation en tableaux, voir : Statistiques des migrations internationales, Etudes statistiques, Série M, No 20; Bureau de statistique des Nations Unies, New York, 1953.